

4. Exigences relatives à la défense (suite)

Le "passif de compensation" à recouvrer auprès des sociétés étrangères a atteint un niveau embarrassant. Aujourd'hui, il dépasse les 2 milliards de dollars australiens. Il est peut probable que ce montant soit un jour récupéré. La nouvelle "Partnership Policy" et les IDA visent à empêcher l'augmentation de ce passif.

Le niveau du "passif de compensation" est le même que pour les autres achats du gouvernement, c'est-à-dire :

La "politique de compensation" exige que tout fournisseur du gouvernement qu'il s'assure que le contenu local de ses produits représente 30 p. cent de la valeur du contrat, lorsque celle-ci dépasse les 2 millions de dollars australiens pour toute période de 12 mois consécutifs. Cela ne s'applique que lorsque le contenu local représente moins de 30 p. cent de la valeur du contrat.

Accréditation

Les sociétés étrangères qui veulent vendre au ministère de la Défense doivent être accréditées dans le cadre du plan "Australian & Overseas Companies Involvement (AOICI)". Ce plan exige qu'une société australienne (c.-à d. une société dont 51 p. cent des parts appartiennent à des australiens) soit responsable de la soumission présentée par la société étrangère. Cela vise à encourager les sociétés étrangères à participer à des coentreprises avec des sociétés et des consortiums locaux.

La majorité des membres du conseil d'administration du consortium local doivent être des Australiens et les membres qui y représentent la société étrangère doivent obtenir une autorisation de sécurité.

En Australie, les produits fabriqués doivent être conformes aux normes AS1821 et AS1822.

Autorisation de sécurité

Les associés locaux et étrangers doivent obtenir une autorisation de sécurité. La plupart des sociétés qui disposent d'une autorisation de sécurité de l'OTAN pourront obtenir l'autorisation de sécurité australienne. Les produits offerts par des sociétés locales ou étrangères sont aussi traités de la même façon.

Une autorisation de sécurité doit aussi être obtenue pour les bureaux de la société et tous les locaux où se trouvent des renseignements et des plans.